

L'ÂGE DES RÉVOLUTIONS : REBONDS TRANSNATIONAUX

Maxime Kaci, Anna Karla et Aurélien Lignereux

Armand Colin | « Annales historiques de la Révolution française »

2019/3 n° 397 | pages 3 à 11

ISSN 0003-4436

ISBN 9782200932237

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-Annales-historiques-de-la-revolution-francaise-2019-3-page-3.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



INTRODUCTION

L'ÂGE DES RÉVOLUTIONS : REBONDS TRANSNATIONAUX

Maxime KACI, Anna KARLA et Aurélien LIGNEREUX

Aller au fait, détailler d'emblée les acquis et les apports du présent dossier, faire l'économie d'un manifeste, d'un plaidoyer ou d'un discours de la méthode ; bref, présenter un numéro thématique comme un autre, sans que l'introduction ne s'appesantisse sur les enjeux définitionnels ou le bien-fondé de la démarche, telle était notre ambition initiale. De fait, quinze ans après l'invitation d'Annie Jourdan à battre en brèche l'idée d'une exception française de la Révolution et huit ans après l'appel de Suzanne Desan à internationaliser les études révolutionnaires, on pouvait croire que l'affaire était entendue¹. Cela aurait été faire fi, de façon bien cavalière, de la suspicion que peuvent inspirer les travaux historiques estampillés « transnationaux », en réaction à l'emprise récente de ce type d'histoire réputée prodigue en promesses mais incertaine quant à sa définition.

La profusion de publications et le flou sémantique autour d'un adjectif, parfois employé indifféremment avec « international » ou « transfrontalier », ont conduit plusieurs auteurs à pointer le risque d'un phénomène de mode académique², d'un énième *buzzword* plus proche du label que d'une véritable pratique³. Dans le même temps, aucune contribution théorique majeure en langue française sur les perspectives transnationales des années 1770-1820 n'a été publiée, ce qui a pu alimenter les représentations d'une insularité française déplorée régulièrement dans les publications

(1) Annie JOURDAN, *La Révolution, une exception française ?*, Paris Flammarion, 2004 ; Suzanne DESAN, « Internationalizing the French Revolution », *French Politics, Culture and Society*, vol. 29, 2011-2, p. 137-160.

(2) Jean-Paul ZÚÑIGA (dir.), *Pratiques du transnational. Terrains, preuves, limites*, Paris, Centre de recherches historiques, 2011, p. 10.

(3) « AHR Conversation : On Transnational History », *American Historical Journal*, vol. 111-5, déc. 2006, p. 1440-1464.

anglo-américaines et germanophones⁴. Est-ce à dire que la pertinence et la nouveauté des perspectives transnationales se déclinent de manière spécifique pour l'âge des révolutions, entre les Lumières et les Restaurations, en dépit même de la banalisation de cette périodisation et de cette désignation ?

La synchronie des mouvements révolutionnaires à l'échelle globale, les ambitions universalistes portées par divers acteurs et l'insistance des témoignages sur les répercussions continentales, voire mondiales, des événements décrits ont nourri, depuis le XIX^e siècle, des travaux qui ne se cantonnaient pas aux frontières étatiques⁵. En France, l'appel de Tocqueville au comparatisme, la perspective d'histoire diplomatique promue par Sorel pour une Révolution qui devint « européenne », le choix significatif de Jaurès de consacrer le tome 4 de son *Histoire socialiste de la Révolution française* à la Révolution et l'Europe, ont posé autant de jalons pour une histoire affranchie des compartimentages nationaux. Puis le débat sur des « révolutions atlantiques »⁶ qui font aujourd'hui l'objet d'un intérêt renouvelé dans les études sur l'atlantique révolutionnaire d'Irlande jusqu'en Haïti a rendu familière l'évocation des causes « extérieures » des dynamiques révolutionnaires. Plus récemment, plusieurs travaux invitent à une relecture européenne de la Contre-Révolution⁷ comme du Premier Empire, que l'on pense aux publications de Stuart Woolf et de Michael Broers, en passant par celles d'Ute Planert, de Katherine Aaslestad, ou encore du collectif international, *L'Empire napoléonien : une expérience européenne ?*⁸.

(4) À titre d'exemple : Alan FORREST et Matthias MIDDELL, « Introduction », dans Alan FORREST et Matthias MIDDELL (dir.), *The Routledge Companion to the French Revolution in World History*, London, Routledge, 2016, p. 1-20.

(5) Jean-Numa DUCANGE, *La Révolution française et l'histoire du monde : deux siècles de débats historiques et politiques*, Paris, A. Colin, 2014 ; Keith M. BAKER et Dan EDELSTEIN, *Scripting Revolution : A Historical Approach to the Comparative Study of Revolutions*, Stanford, Stanford University Press, 2015.

(6) L'idée d'une révolution atlantique a été popularisée par Robert R. Palmer et Jacques Godechot : Jacques GODECHOT et Robert R. PALMER, « Le Problème de l'Atlantique du XVIII^e siècle », *Relazioni del X Congresso Internazionale di Scienze Storiche*, Florence, Sansoni, 1955 ; ou encore Robert R. PALMER, *The Age of the Democratic Revolution. A Political History of Europe and America, 1760-1800*, Princeton, PUP, 2014 [1959]. Elle a suscité de vifs débats dont rend compte Janet Polasky dans le présent volume.

(7) Jean-Clément MARTIN (dir.), *La Contre-Révolution en Europe XVIII-XIX^e siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*, Rennes, PUR, 2001.

(8) Stuart WOOLF, *Napoleon's integration of Europe*, Londres, Routledge, 1991 ; Ute PLANERT (dir.), *Napoleon's Empire. European Politics in Global Perspective*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2016, Katherine AASLESTAD et Johan JOOR (dir.), *Revisiting Napoleon's continental system. Local, Regional and European Experiences*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015 ; François ANTOINE, Jean-Pierre JESSENNE, Annie JOURDAN, Hervé LEUWERS (dir.), *L'Empire napoléonien : une expérience européenne ?*, Paris, A. Colin, 2014.



La focalisation sur ces approches pionnières ne saurait masquer ni les débats qu'elles ont soulevés ni le fait que, pendant longtemps, elles n'ont pas été représentatives de la majorité des productions historiques, traditionnellement délimitées par les frontières interétatiques, voire administratives, dans le cadre d'approches monographiques. L'« histoire transnationale » est popularisée à partir des années 1990 et bénéficie du changement d'échelle géographique et méthodologique induit par le « tournant global », tout particulièrement perceptible dans les relectures des révolutions du XVIII^e siècle. Les *AHRF*, par les « Regards croisés » coordonnés par Karine Rance (n° 374, 2013-4), ont rendu compte de cette inflexion historiographique et souligné l'importance des travaux comparatifs comme des recueils réunissant des contributions centrées sur différents pays. Matthias Middell en concluait alors : « De mon point de vue, la question centrale de l'histoire globale pour les prochaines années est de savoir comment, en réponse aux différents "espaces" que les individus et les groupes considéraient comme significatifs pour eux, un régime de territorialisation a été conçu, qui a paru adapté à une certaine période pour contrôler les anciens et nouveaux courants de capitaux, d'individus, de biens et d'idées⁹ ». Les circulations et leurs contrôles, tout comme les sentiments d'appartenance territoriaux qui y sont liés, ont depuis lors été placés au cœur des études « transnationales ».

Interroger la pertinence et la portée des perspectives transnationales pour la période révolutionnaire implique d'en esquisser les traits communs sans pour autant appauvrir une diversité d'approches qui ne relèvent ni d'une « école » ni d'une doctrine spécifique. Ces perspectives se fondent sur un constat partagé aux implications nombreuses : les dynamiques révolutionnaires s'inscrivent dans des cadres plus mouvants que ceux qui délimitent un ou plusieurs États. Ce constat incite à redéfinir les espaces envisagés. L'échelon étatique n'est plus un impensé géographique mais, comme l'illustrent les articles réunis dans ce dossier, l'ensemble territorial appréhendé par chaque historienne et historien fait l'objet d'une réflexion, si ce n'est d'une problématisation poussée, intimement liée à la recherche du cadre le plus approprié pour « rétablir le sens et la portée des circulations et interactions qui tissent le social à de multiples échelles »¹⁰. Circulations, échanges, mobilités, dynamiques, rencontres, tout un champ sémantique attaché au préfixe « trans » irrigue les contributions proposées dans ce

(9) Dans « La Révolution française à l'heure du global turn », *AHRF*, 374, 2013-4, p. 184-185.

(10) Philippe MINARD, « Globale, connectée ou transnationale : les échelles de l'Histoire », *Esprit*, 2013-12, p. 31.

numéro : « transatlantique » pour Janet Polasky, Friedemann Pestel et Sara Caputo, « transmanche » pour Mathieu Ferradou, « translocal » pour Pascal Firges, « transfert » pour Katherine Aaslestad, « transfrontalier » pour Maxime Kaci. Tous ces termes sont les indicateurs de processus historiques qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans des frontières politiques conventionnelles. L'approche transnationale invite à étudier tous les mouvements de biens, de capitaux, d'idées et d'hommes, et en particulier ceux qui se font en dehors des relations strictement interétatiques. Par conséquent, un éventail très large d'acteurs et de *go-betweens*¹¹ qui ne sont pas tous détenteurs de l'autorité publique est déployé : poétesse, journalistes, marchands, marins ou horlogers pour ne citer que quelques exemples tirés du présent numéro.

Dans ce cadre large propre aux publications transnationales, la diversité des échanges, des acteurs et des territoires envisagés donne lieu à des études variées qui, par leurs objets comme par les démarches mises en œuvre, sont tantôt qualifiées d'histoire connectée, croisée ou encore de transferts culturels. Des choix éditoriaux s'imposaient donc. Le premier a été d'interroger plus particulièrement l'articulation entre les dynamiques « transnationales » et l'affirmation des souverainetés nationales qui caractérisent l'âge des révolutions. Décèle-t-on une complémentarité comme le suggère Pierre-Yves Saunier lorsqu'il affirme que l'un des objectifs de l'histoire transnationale est de reconnaître et d'évaluer « les contributions étrangères à la conception, à la discussion et à la mise en œuvre de caractéristiques nationales »¹² ? La transnationalité renvoie-t-elle davantage, comme l'affirme Jürgen Osterhammel, à une catégorie spécifique de relations sociales qui se développent en tension, voire en contradiction, avec l'affirmation des souverainetés nationales¹³ ? Le second parti-pris consiste à privilégier une approche incarnée des circulations réciproques en rupture avec un diffusionnisme abstrait depuis des centres bien identifiés. En résulte la sélection, au sein d'un ensemble historiographique foisonnant,

(11) Pour un aperçu de la diversité des acteurs : Simon SCHAFFER, James DELBOURGO, Lissa L. ROBERTS et Kapil RAJ (dir.), *The Brokered World, Go-Betweens and Global Intelligence, 1770-1820*, Sagamore Beac (Mass.), Uppsala University Press, 2009 ; Lissa L. ROBERTS, « Science and Global History, 1750-1850 : Local encounters and the global circulation of knowledge, 1750-1850 », special issue, *Itinerario*, 33, 2009-1.

(12) Pierre-Yves SAUNIER, *Transnational History*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 3.

(13) Jürgen OSTERHAMMEL, « A "Transnational" History of Society : Continuity or New Departure ? », dans Heinz-Gerhard HAUPT et Jürgen KOCKA (dir.), *Comparative and Transnational History. Central European Approaches and New Perspectives*, New York, Berghahn Books, 2009, p. 46.



de trois axes complémentaires considérés comme particulièrement féconds pour appréhender les modalités de réception (acceptation, adaptation, rejet), les retours de balanciers comme les héritages conscients et inconscients :

- Se rencontrer par-delà les appartenances nationales : territoires de contacts et lieux de confrontation

Cette première perspective se distingue par un jeu d'échelles qui envisage les relations et les échanges entre individus et communautés d'origines diverses à partir d'espaces circonscrits propres à une socialisation, à des confrontations et parfois même à un brassage, qu'il s'agisse des navires de la marine britannique dans la contribution de Sara Caputo ou d'un territoire transfrontalier entre France et principauté de Neuchâtel dans l'article de Maxime Kaci. Les deux textes s'ouvrent ainsi par des témoignages sur des rassemblements d'individus issus d'horizons divers. Un marin écossais évoque, sur le pont des navires britanniques, ces hommes « de toutes les couleurs de peau », la diversité de leurs vêtements et le « méli-mélo de langues comme si on était à la Tour de Babel ». Le procès-verbal de « l'enterrement de la royauté », célébré dans la commune française de Morteau en 1792, décrit un convoi funèbre qui réunit, au son d'airs patriotiques et burlesques, des sans-culottes français et des patriotes neuchâtelois ; à l'issue de la cérémonie, les participants se séparent en se donnant le baiser de paix et d'union sur la frontière. Ces deux scènes d'exposition conduisent ensuite les auteurs à décentrer le regard pour questionner, d'un côté, l'image de la Royal Navy comme rempart du royaume britannique, de l'autre, l'idée d'un diffusionnisme révolutionnaire.

- Traverser les frontières nationales : mobilités humaines, circulations matérielles et immatérielles

En élargissant la perspective, d'amples circulations intercontinentales sont identifiées. Marc Lerner décrit les multiples appropriations de l'histoire de Guillaume Tell entre Europe et Amériques à l'âge des révolutions : cette légende « fluide » est mobilisée par Jacques-Louis David, en avril 1792, pour une fête en plein air à Paris, par Friedrich Schiller dans sa pièce de 1804 qui sera interprétée comme un appel à la révolte des Allemands contre Napoléon, ou encore dans une version anglaise de la pièce de Schiller, en 1839, qui devient une critique de l'esclavage des Africains. Friedemann Pestel envisage, quant à lui, les échanges de journaux, de biens commerciaux et d'hommes entre Haïti et les pays

germaniques qui ont en commun la recherche d'une nouvelle légitimité politique par la contestation de la domination française (1804-1825). Ces ouvertures bénéficient d'une médiatisation telle que des contemporains s'agacent d'un lectorat germanique qui serait, au dire d'un journal cité par l'auteur, « mieux renseigné sur l'empire nègre d'Haïti, de la conspiration en Chine [...] et des transformations politiques en Amérique du Sud que des États voisins au milieu de l'Allemagne même ». Enfin, Janet Polasky retrace les trajectoires de révolutionnaires itinérants, à l'image du patriote hollandais Gerrit Paape qui, chassé d'Amsterdam par les Prussiens en 1787, participe à trois autres révolutions avant de retourner sur sa terre natale. Souvent en marge des courants dominants, mais loin de constituer des cas isolés, ces hérauts de la liberté animent « un monde transatlantique interconnecté ». Quelles que soient les circulations envisagées, les trois contributions insistent sur les contextes de réception des idées, des symboles ou des biens, qui motivent des appropriations et des usages parfois antagonistes d'une même référence.

- Construire, contrôler et aménager : des projets à l'échelle continentale et mondiale

La troisième perspective retenue interroge les conséquences des rencontres et des mobilités sur les initiatives et les projets politiques conçus et mis en œuvre. Mathieu Ferradou montre comment les échanges et collaborations ont contribué, en Irlande, à l'émergence d'un projet de « République atlantique » qui menace l'ordre britannique et qui révèle que, dès 1792, loin d'être purement et exclusivement national, le projet républicain français était un projet transmanche, voire européen. Pascal Firges, qui s'intéresse à l'expérience de la Révolution française dans l'Empire ottoman au sein de la communauté des expatriés français d'Istanbul, montre comment les fêtes décadaires, les bulletins de propagande et les assemblées de tous les citoyens de sexe masculin de la « nation » sur le modèle des assemblées primaires favorisent un apprentissage de l'engagement civique pour les Français du Levant privés de la possibilité d'exercer véritablement leurs droits politiques en France. Enfin, Katherine Aaslestad scrute les origines de « l'aide humanitaire moderne » à Hambourg et à Leipzig suite aux guerres napoléoniennes. Ainsi, le Comité britannique de secours aux Allemands dans la détresse, organisation de bénévoles qui collecte des fonds pour apporter un secours immédiat tout en assurant la stabilité à plus long terme et la reprise économique, s'appuie sur la publication de lettres allemandes traduites et d'articles rédigés spécialement pour le lectorat anglais afin



d'alerter sur la gravité de la situation. Ces trois contributions mettent au jour des initiatives qui s'éloignent progressivement des rivages de l'Atlantique et suggèrent les résonances étendues et durables des transformations de la période révolutionnaire et impériale.

En eux-mêmes, les auteurs réunis, par leurs origines variées et leurs parcours académiques internationaux, interrogent les pratiques historiennes et le transnational comme démarche. De fait, et comme le pointait Jean-Paul Zúñiga, « l'élément *national* du terme transnational renvoie davantage à une critique de la situation contemporaine du travail de l'historien – et des carcans qui l'emprisonnent – qu'à celle des phénomènes qu'il analyse »¹⁴. L'ambition de faire dialoguer diverses historiographies nationales est loin d'être nouvelle comme en témoigne le point d'orgue de l'internationalisation qu'a constitué le Congrès mondial du Bicentenaire réunissant plus 300 universitaires de tous horizons, en juillet 1989, à la Sorbonne. Mais le dialogue international s'est infléchi depuis, questionnant la place d'épicentre de la France et promouvant un authentique décloisonnement susceptible de dépasser la juxtaposition d'études de cas nationaux. L'objectif de restituer les nouvelles recherches tout en prenant le recul nécessaire face à cette tendance historiographique justifie l'organisation du présent numéro qui combine des articles portant sur des recherches récentes, ou encore peu relayées en France, et les « Regards croisés » d'historiennes et d'historiens engagés depuis plusieurs années, à titre individuel ou collectif, dans des réflexions transnationales. L'organisation adoptée invite ainsi à faire dialoguer les approches théoriques et pratiques.

Sans prétendre à l'exhaustivité, ce numéro transnational a vocation, avant tout, à rendre visible une démarche amorcée dans les *AHRF* depuis plusieurs années avec, entre autres, les publications de numéros consacrés à l'Amérique du Nord (2011-1), aux voyages, voyageurs et mutations des savoirs (2016-3), à la Révolution française et la question coloniale (2019-1), auxquels s'ajoutera prochainement un numéro centré sur Rome, dans toutes ses dimensions, de la cité provinciale à la ville-monde (2020-3), ainsi qu'avec les « Regards croisés » sur « La Révolution française à l'heure du tournant global » (2013-4), sur « Les indépendances dans l'espace atlantique, v. 1763-v. 1829 » (2016-4), ou sur « Science et Empire » (2019-2)... Jusqu'où ? Sans doute ce genre de jalons et ces bilans d'étape par thèmes ou régions du monde sont-ils appelés à se succéder, en un mouvement doublement révélateur, et du triomphe d'une vision polycentrée

(14) Jean-Paul ZÚÑIGA, *op. cit.*, p. 14.

et connectée de l'âge des révolutions, et des points de suspension à laquelle semble vouée cette histoire réfractaire au pré carré. Les présents « Regards croisés » livrent une réflexion sur les conditions de possibilité d'une authentique synthèse : un grand récit transnational est-il concevable, et même souhaitable au regard des critiques portées à l'encontre d'une histoire globale qui serait encore trop abstraite et surplombante ?

Si le temps des textes théorico-méthodologiques n'est donc pas encore révolu, les moissons d'études de cas, d'une densité toujours plus grande, contribuent d'ores et déjà à réduire les angles morts en appréhendant des territoires et des acteurs restés en marge des historiographies nationales. Elles ouvrent de nouvelles pistes d'interprétation en repérant les connexions entre les diverses révolutions qui ébranlent le monde durant un cycle historique de près de cinquante ans. Elles offrent enfin des entrées incarnées susceptibles de toucher un public large, voire de fournir des ressources pour l'enseignement secondaire dont les programmes, à tout le moins en France jusqu'à la prochaine « révolution » pédagogique, préconisent de replacer l'événement révolutionnaire français dans le cycle des contestations et des révolutions en Europe et aux Amériques par une démarche inductive fondée sur des cas significatifs et circonscrits¹⁵. Le présent volume souhaite participer à cette diversification des éclairages sur l'âge révolutionnaire

(15) *Programmes pour les cycles 2, 3 et 4*, p. 313 : Histoire, classe de 4^{ème}, thème 1 « Le XVIII^e siècle. Expansions, Lumières, révolutions », p. 313, https://cache.media.education.gouv.fr/file/MEN_SPE_11/67/3/2015_programmes_cycles234_4_12_ok_508673.pdf; *Programmes d'histoire et de géographie en classe de seconde générale*, p. 5 : thème 5 « Révolutions, libertés, nations, à l'aube de l'époque contemporaine », http://media.education.gouv.fr/file/special_4/72/5/histoire_geographie_143725.pdf. Cette tendance initiée en 2010 semble, en partie, remise en cause par les programmes du lycée qui entrent en vigueur en septembre 2019 : http://cache.media.education.gouv.fr/file/SP1-MEN-22-1-2019/93/9/spe577_annexe2_1062939.pdf



tout en posant des questions clés pour l'étude historique de la Révolution dans un contexte dorénavant « transnational ».

Maxime KACI
Université Bourgogne Franche-Comté
Centre Lucien Febvre (EA 2273)
maxime.kaci@univ-fcomte.fr

Anna KARLA
Universität zu Köln
Historisches Institut
akarla@uni-koeln.de

Aurélien LIGNEREUX
Univ. Grenoble Alpes, Sciences Po Grenoble
CERDAP² (EA 7443)
aurelien.lignereux@iepg.fr